



N° 39

**DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la
vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.**

Mai 2018

Ce n'est qu'un début...

Avec 42,59 % de grévistes à la DISI Rhône Alpes Est Bourgogne le 22 mars 2018, l'appel de l'ensemble des syndicats de la DGFIP et de la Fonction Publique est un succès incontestable.

Toutes les raisons étaient réunies pour une telle journée : la défense d'un service public en danger de mort avait motivé celles et ceux n'ayant pas eu peur de perdre une journée de leur salaire.

Depuis, ça bouge dans la France entière. Il ne se passe pas une semaine sans qu'un Centre des Finances Publiques, sans qu'une Direction, sans qu'une DISI, n'exprime son mécontentement à travers des envahissements et boycotts de CTL, des distributions de tracts, des rassemblements devant les bâtiments de l'Administration, d'envahissements de centre d'encaissements, des blocages de site, etc...

La mobilisation est plus que jamais d'actualité : la journée morte à la DGFIP le jeudi 3 mai 2018, date commune avec les Cheminots, présents devant la Cité Administrative de la Part Dieu à Lyon, a permis aux manifestants de prouver qu'il n'y avait ni repos ni pont ni congés pour la défense du service public.

Les agents de la DISI n'avaient que l'embarras du choix pour rejoindre et soutenir leurs collègues des directions départementales des régions Auvergne Rhône Alpes et Bourgogne Franche Comté.

Ainsi, dans l'Ain et à Bourg en Bresse en particulier, une distribution de tracts aux usagers en pleine période de campagne de l'impôt sur le revenu (on disait contribuable mais la propagande du quotidien est passée par là) a été très instructive : l'immense majorité des personnes reçues était soit de condition modeste (dont beaucoup de personnes âgées) soit d'origine étrangère.

Le besoin d'un service public de proximité que nos énarques, surpris par leur nombre trop important à leur goût, voudraient bien faire disparaître au profit d'internet, est toujours d'actualité.

Il est à noter que l'accueil était fermé au public 30 minutes avant la fermeture. Une affiche aux fautes d'orthographe indigne du service public indiquait que, "en raison d'un mouvement social, et pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons accueillir davantage d'usagers. Veuillez nous excuser de la gêne occasionnée". Alors que le personnel non gréviste était en nombre suffisant pour accueillir dans d'excellentes conditions les fameux usagers.

Certains, venus de loin, ont rebroussé chemin. D'autres n'ont pas hésité à franchir les portes encore ouvertes. La sécurité a été respectée. Les usagers voulaient juste qu'on leur rende le service public qu'ils paient avec leurs impôts, qu'il soit sur le revenu, locaux ou la TVA. Et aux horaires inscrits sur la porte d'entrée.

Le combat est loin d'être terminé et la mobilisation peut repartir de plus belle.

Le programme CAP 2022, dont les annonces sont encore retardées, est une machine de guerre contre la Fonction Publique, des statuts jusqu'aux missions, DGFIP en première ligne. Il doit être stoppé.

Pour nous faire enfin entendre, nous ne devons pas en rester là.

Le mardi 22 mai 2018, les 9 syndicats de la Fonction Publique appellent à une nouvelle journée de mobilisation. C'est le moment de dire NON à la casse de notre service public.

Ensemble, nous pouvons faire plier le gouvernement Macron.

Soyons massivement en grève et en manifestations.

...Continuons le combat !

Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques

✉ cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

1 + 1 = 1

« Faites-moi confiance » : le message du Directeur de la DISI RAEB est clair : il n'y a pas de sujet d'inquiétude. Fusion ou pas, il n'y a pas d'inquiétude à avoir.

Ouf, nous sommes rassurés. Les fusions de la DISI RAEB et de la DISI des Pays du Centre dont l'évocation en mars dernier n'étaient pas parvenues jusqu'aux oreilles de notre Direction, commencent à prendre forme.

La fameuse réunion a bien eu lieu mais n'a soit disant pas aboutie. Mais, fusion ou pas, il n'y a pas d'inquiétude à avoir. « Je me bats pour ma DISI », a rajouté le Directeur. Laquelle ? La DISI RAEB ou la future DISI fusionnée ?

Les documents du groupe de travail informatique du 16 mai 2018 confirment malheureusement nos craintes. Le titre de la fiche n°2 est évocateur : Réorganisation du réseau des DISI.

La réorganisation proposée consiste à passer de neuf à sept DISI dont la fusion des DISI de Rhône Alpes Est Bourgogne et des Pays du Centre pour créer une DISI de Rhône Alpes Auvergne Bourgogne avec, à terme, l'ensemble des équipes de direction de la future DISI à Lyon.

Cette réorganisation prendrait effet au 1^{er} septembre 2019 et les Directeurs préfigureurs seraient nommés dès le 1^{er} janvier 2019.

Le dialogue social sera encore plus compliqué lorsque, pour certains élus du personnel, il faudra plus que 3 heures pour assister aux prochains CTL, CAPL et CHS-CT, si ces derniers existent encore.

Quant à la validation des prochaines élections professionnelles de décembre 2018, il n'y a qu'un pas que nous franchirons allègrement. En effet, les agents voteraient sur une carte électorale qui serait complètement bouleversée, que des candidats élus pourraient voir disparaître, avant même de siéger, la Direction dans laquelle ils se sont présentés.

Comptez sur nous pour déposer de nombreux recours devant les juridictions compétentes pour invalider ces élections dont les résultats seraient dénués de toute signification.

Journalistes, faites votre boulot

La réduction de 7 650 euros de la base imposable n'est pas un secret pour les possesseurs de la fameuse carte de presse. Il en va tout autrement de leur connaissance du service public et des agents qui la composent.

Pour la plupart de celles et ceux qui ont un réel pouvoir sur leurs lectrices et leurs lecteurs, le service public est composé essentiellement des Cheminots, des enseignant(e)s, des agents des hôpitaux et des représentants des Ministères de l'Intérieur et des Armées.

Jamais un mot sur la 4^{ème} administration en nombre d'agents de l'État : la Direction Générale des Finances Publiques : 105 147 agents la composent au 1^{er} janvier 2018.

Et, étrangement, notre administration est rarement citée, à part dans les médias locaux qui relayent de manière bien inégale l'information que les sections départementales leur communiquent.

Les soit disant grands médias nationaux (presse télévisuelle, radiophonique, écrite ou internet) nous oublient systématiquement, comme si nous n'existions pas, comme si nous n'étions que quantité négligeable.

Certains agents peu curieux du monde qui les entoure, ou plus proches de leur portefeuille que de leurs collègues syndicalistes, ne jurent que par ces soit-disants grands médias, osant même déclarer qu'ils ne savent pas qu'il y a grève parce que RTL n'en parle pas (véridique !).

Au lieu de donner de l'importance à cette presse financée par des milliardaires, boycottez-la et faites confiance aux médias alternatifs comme le journal de notre ami cégétiste François RUFFIN Fakir www.fakirpresse.info (qui fait désormais partie de la liste des médias disponibles sur l'intranet de la DGFIP) et n'hésitez pas à demander au service de communication de la DGFIP la possibilité de pouvoir consulter d'autres médias comme Politis <https://www.politis.fr>.

Sans oublier les sites internet des radios libres et associatives qui sont toujours présentes à côté des agents de la DGFIP lors de leurs mobilisations et rassemblements.

Cheminots, DGFIP : même combat

Les cheminots ont raison : en défendant leur statut, en s'opposant à l'ouverture à la concurrence, à la privatisation de la SNCF, les cheminots défendent le service public et l'intérêt de tous les salariés.

Contre la campagne médiatique forcenée qui consiste à opposer les « usagers » aux cheminots, la CGT DISI RAEB réaffirme que les « usagers » de la SNCF sont avant tout des salariés confrontés aux plans de destruction du gouvernement, que ce soit dans la fonction publique avec le programme « action publique 2022 » ou dans le secteur privé avec la mise en place des ordonnances Macron.

Leurs revendications sont aussi les nôtres. Nos statuts sont en danger. Et le service public n'a rien à y gagner.